

ÉNERGIE

Dans son dernier rapport annuel, l'Agence internationale de l'énergie juge « plus urgent que jamais » de freiner la croissance de la demande mondiale d'énergie fossile afin de limiter les émissions de gaz carbonique.

Energie : le monde s'enfoncé dans une impasse, avertit l'AIE

Droit dans le mur. C'est un véritable cri d'alarme qu'a choisi de lancer l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui dépend de l'OCDE, dans son dernier rapport annuel, publié hier. Entre les menaces croissantes pesant sur l'approvisionnement de la planète et les risques environnementaux engendrés par notre consommation excessive de combustibles fossiles, le tableau dressé à l'horizon 2030 par le « World Energy Outlook 2006 » est pour le moins inquiétant.

« L'avenir énergétique que nous sommes en train de bâtir n'est pas durable », prévient le directeur général de l'AIE, Claude Mandil, qui invite les gouvernements à engager une « action résolue » pour infléchir les tendances actuelles. Signe des temps : l'impasse énergétique décrite à longueur de pages n'était, en 2005, qu'un des scénarios évoqués par les experts de l'agence. Elle constitue cette année le « scénario de référence » du rapport. Celui auquel aboutiraient nos habitudes de consommation actuelles « en l'absence de nouvelles initiatives gouvernementales ».

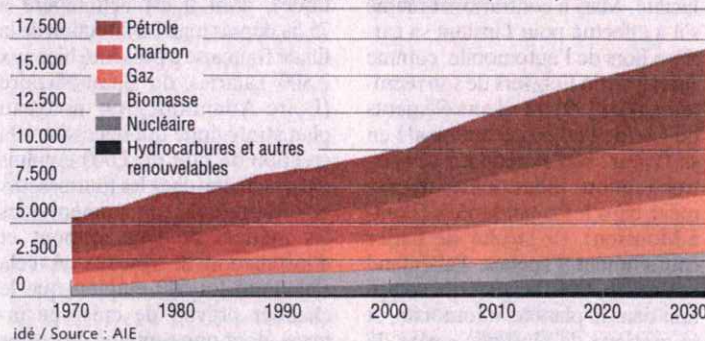
Le pétrole en première place

Premier constat : dans cette hypothèse, la demande mondiale d'énergie primaire croîtrait d'un peu plus de 50 % d'ici à 2030, à un rythme annuel moyen de 1,6 %, malgré des prix élevés. Si tel était le cas, plus de 70 % de la hausse de la demande seraient imputables aux pays en développement. A eux seuls, les besoins de la Chine engendreraient un accroissement de près d'un tiers de la demande mondiale sur la période.

Cette progression de la consommation d'énergie ne serait pas un problème en soi si elle ne portait principalement sur des combustibles fossiles. Or, et c'est le deuxième enseignement tiré des pro-

La demande mondiale d'énergie primaire

Scénario de référence 1970 - 2030, en millions de tonnes équivalent pétrole



idé / Source : AIE

Selon l'AIE, la demande mondiale d'énergie primaire devrait croître d'un peu plus de 50 % d'ici à 2030, tirée par les besoins des pays en développement.

jections de l'AIE, ces derniers resteront dans tous les cas la principale source d'énergie utilisée dans le monde dans les vingt-cinq ans à venir. Dans le scénario de référence retenu par les experts de l'agence, ils représentent 83 % de l'augmentation totale de la demande d'ici à 2030. A cet horizon, le pétrole continuera selon eux d'occuper la première place dans le bouquet énergétique mondial. La demande d'or noir pourrait alors s'élever à 116 millions de barils par jour, contre 84 millions de barils quotidiens en 2005.

Porté par la production d'électricité, le charbon ne cessera, quant à lui, d'accroître sa part dans la demande mondiale. Sur la période considérée, près des quatre cinquièmes de l'accroissement de la consommation de charbon seront imputables à l'Inde et à la Chine. Le gaz naturel verra, lui aussi, sa part augmenter dans la demande énergétique mondiale, même si, en raison de son renchérissement récent, la progression de sa consommation s'avère moins rapide que prévu.

Outre la vulnérabilité accrue de consommateurs de plus en plus

dépendants d'une poignée de pays producteurs et exposés à des mouvements de prix erratiques, le « scénario catastrophe » de l'AIE laisse augurer une très nette accélération des émissions de gaz carbonique (CO₂), avec les conséquences climatiques que cela suppose. Si rien ne change, celles-ci augmenteraient de 55 % d'ici à 2030, pour atteindre 40 milliards de tonnes. Une progression plus rapide que la demande d'énergie primaire en raison de la place de plus en plus importante occupée par les combustibles fossiles. Selon l'Agence, plus des trois quarts de l'augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre seraient imputables aux pays en développement. A partir de 2010, ce groupe de pays deviendrait le plus gros émetteur de CO₂, en lieu et place des pays de l'OCDE. A elle seule, la Chine serait dans cette hypothèse responsable de 39 % de l'accroissement des émissions.

Faire vite

Pour éviter ce scénario du pire, l'AIE préconise un certain nombre de solutions alternatives (lire ci-dessous). Mais il faut faire vite. « Chaque année de retard prise dans la mise en œuvre de nouvelles politiques énergétiques aurait un effet hors de proportion sur les émissions de gaz à effet de serre », lit-on dans son rapport. Les experts de l'Agence soulignent notamment que si l'on tardait à intensifier les efforts de recherche-développement, surtout dans le domaine de la captation et du stockage du carbone, « les chances de voir les émissions diminuer après 2030 seraient compromises ».

PASCAL POGAM

Le point d'interrogation chinois

Poids croissant. Une incertitude majeure subsiste dans le triste scénario décrit par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) : elle concerne la Chine, qui joue déjà un rôle clef sur le marché énergétique mondial, et dont le poids ne cessera de grandir au cours de la période considérée. Dans le scénario de référence de l'AIE, le géant asiatique générera à lui seul 20 % de la demande mondiale d'énergie primaire en 2030. Sa part dans l'accroissement de la demande de charbon passera en vingt-cinq ans de 36 à 46 %. Dans ces conditions, on imagine les conséquences que pourrait avoir une variation infime de sa consommation sur les projections finales. Les experts de l'AIE estiment que si la demande chinoise augmentait en moyenne annuelle d'un point de plus que prévu d'ici à 2030, la demande mondiale s'en trouverait accrue de 6 % sur la période.

croissement de la demande de charbon passera en vingt-cinq ans de 36 à 46 %. Dans ces conditions, on imagine les conséquences que pourrait avoir une variation infime de sa consommation sur les projections finales. Les experts de l'AIE estiment que si la demande chinoise augmentait en moyenne annuelle d'un point de plus que prévu d'ici à 2030, la demande mondiale s'en trouverait accrue de 6 % sur la période.

Lire également l'éditorial de Patrick Lamm page 14.

➤ Retrouvez le résumé du rapport de l'AIE sur www.lesechos/documents